Parlement : Ouverture vendredi de la session d'automne de la nouvelle année législative

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 07-10-2010 22:51:48

La session d'automne de la 4-ème année législative de la 8-ème législature (2007-2012) s'ouvrira vendredi, avec un ordre du jour comportant l'examen de plusieurs projets de loi et d'autres questions à caractère économique et social, outre les préparatifs pour les élections de 2012.

Le projet de loi de finances 2011, qui figure en tête de l'agenda parlementaire, suscitera un grand débat entre les différents groupes parlementaires, étant donné que son élaboration intervient dans un contexte marqué par les répercussions de la crise économique mondiale sur le budget de l'Etat, et les baisses qui en résultent dans les budgets de fonctionnement de plusieurs départements.

Cette session connaîtra également l'examen de plusieurs projets de loi à caractère économique et social dont les projets de loi relatifs à la conservation foncière, au notariat, à la création d'une agence nationale de lutte contre l'analphabétisme, outre un projet de loi relatif au prix de l'électricité et un autre portant statut des chambres d'artisanat.

Comme à l'accoutumée, la session d'automne sera celle de la loi de finances par excellence, a indiqué à la MAP le président du groupe socialiste à la chambre des représentants (majorité), M. Ahmed Zaidi, précisant que ce projet intervient dans un contexte marqué par les répercussions de la crise économique et financière mondiale.

Le budget 2011 ne doit pas être "un budget de crise" mais un "budget d'action" pour lutter contre l'analphabétisme et préserver les acquis réalisés grâce au lancement de grands chantiers, a-t-il dit, soulignant la nécessité d'améliorer le climat de l'investissement et d'accorder plus d'importance à la question sociale.

Il a par ailleurs estimé que le paysage politique connaît actuellement certaines anomalies dont la transhumance, le non respect de certains engagements politiques et la balkanisation, mettant l'accent sur la nécessité de revaloriser l'action politique à travers une volonté politique et l'adhésion de tous à un débat national urgent en vue de préserver les acquis réalisés durant la dernière décennie.

Pour sa part, le président du groupe Authenticité et modernité à la Chambre des représentants (opposition), M. Ahmed Touhami, a affirmé que l'actuelle rentrée parlementaire constitue un exercice démocratique puisqu'elle sera l'occasion d'évaluer le bilan à mi-mandat de l'action gouvernementale et voir à quel degré le gouvernement respecte ses engagement notamment dans le cadre du projet de loi de finances.

Cette rentrée se caractérise également par un nombre important de dossiers qui seront soumis au parlement, a-t-il dit, précisant que parmi ces dossiers figurent les répercussions de la crise

économique mondiale "que le gouvernement refusait de reconnaître", la "politique d'austérité" annoncée par l'exécutif, outre les derniers développements de la question de l'intégrité territoriale du royaume à la lumière de l'enlèvement de Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud pour avoir exprimé d'une manière courageuse et démocratique son opinion.

Le groupe authenticité et modernité se penchera également, lors de cette session, sur l'examen d'autres dossiers notamment la réforme de la retraite, la moralisation de la vie publique, la lutte contre la dilapidation des deniers publics, la réforme de la caisse de compensation, la campagne agricole, la problématique de l'habitat et les questions relatives à la jeunesse et aux femmes, outre la réforme du système électoral, a-t-il dit.

De son côté, M. Abdelkader Amara, du parti de la justice et du développement (opposition), et président de la commission des secteurs productifs à la chambre des représentants, a indiqué que cette session sera marquée par l'examen du projet de loi de finances qui est l'un des principaux projets qui suscitent l'intérêt des citoyens et des opérateurs économiques, en particulier durant cette année en raison des contraintes liées à la baisse des recettes fiscales.

Le gouvernement est appelé à présenter un projet équilibré, a-t-il dit, relevant que la notoriété du Maroc sur le plan international lui permettra de trouver les financements nécessaires pour combler le déficit.

Pour M. Amara, cette session intervient aussi dans un contexte marqué par la poursuite de la mise en oeuvre de certains plans sectoriels tels le Plan Maroc vert, le plan Emergence et le lancement de la vision 2020 du tourisme, relevant que ces plans doivent constituer un levier de développement.

De son côté, Abdelhamid El Fatihi, du Groupe fédéral de l'Unité et la Démocratie à la Chambre des conseillers, a indiqué que la rentrée parlementaire est caractérisée par les effets de la crise économique mondiale sur l'élaboration du projet de la Loi des Finances 2011, relevant que les grands indicateurs de ce projet augurent de l'adoption d'une politique d'austérité et de gel des salaires, "ce qui aura des retombées sur la situation sociale des citoyens en général et la classe ouvrière en particulier".

M. El Fatihi a estimé que la prochaine rentrée parlementaire s'annonce "chaude", particulièrement au niveau du dossier social, signalant que le groupe fédéral, en tant que représentant de la classe ouvrière, va s'opposer à tout projet qui pourrait aggraver la situation sociale des ouvriers.

Il a, à cet égard, appelé à une révision du régime fiscal, notamment l'impôt sur le revenu.
MAPF